

Francken bousculé, la N-VA déstabilisée

VISAS HUMANITAIRES Le rôle de l'ancien secrétaire d'Etat dans le scandale est encore flou

► Alors que l'enquête judiciaire suit son cours, la responsabilité politique de Theo Francken est engagée.
► Sa forte communication autour de son choix d'accueillir des réfugiés chrétiens d'Irak ou de Syrie se retourne contre lui.

ANALYSE

Les hauts et les bas de la politique. Lundi, la N-VA annonçait triomphalement la candidature de Bart De Wever au poste de ministre-président de la Région flamande. Jeudi, elle était aphone, empêtrée dans le scandale des visas humanitaires.

Pour rappel, Melikan Kucam, fils de parents turcs assyriens, est accusé d'avoir réclamé et obtenu des pots-de-vin auprès de chrétiens en Syrie et en Irak, en l'échange de quoi il s'engageait à les faire figurer sur la liste des visas humanitaires du secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration de l'époque, Theo Francken (N-VA).

Le nom de Kucam reviendrait dans 200 dossiers mais l'intéressé nie les faits et accuse les « passeurs ». Theo Francken a simplement reconnu avoir entendu des « rumeurs » ces derniers mois à ce sujet. Il pourrait

être entendu en commission la semaine prochaine pour être interrogé par les députés sur le déroulement des faits.

S'il devait apparaître que Theo Francken était au courant des agissements de Melikan Kucam, la polémique pourrait prendre une ampleur supplémentaire. Jeudi, déjà, un éditorialiste du *Morgen* parlait d'un « Samusocial » à la flamande. « C'est vrai que dans les deux cas, on a des élus qui s'enrichissent

sur le dos de personnes en position de faiblesse, commente le politologue de la VUB, Dave Sinardet. *Le Samusocial, c'étaient des gens démunis, des sans-abri et, dans le cas présent, ce sont des réfugiés qui sont en détresse dans leur pays. Par ailleurs, on peut aussi dénoncer le côté clientéliste du personnage Melikan Kucam, qui visait explicitement les gens de sa communauté. On pourrait faire le parallèle avec le PS en Wallonie où cela existe encore un peu aujourd'hui dans certaines communes.* »

Partager les mauvaises pratiques des socialistes, un comble pour la N-VA qui n'a eu de cesse de les dénoncer ces dernières années. Cela donne par contre des ailes aux opposants des nationalistes qui n'en demandaient pas tant. Depuis deux jours, les critiques fusent dans tous les sens. C'était encore le cas à la Chambre jeudi après-midi. Tous les partis se sont succédé à la tribune (à l'exception de la N-VA), pour dénoncer le « clientélisme », « le

manque de transparence » des nationalistes. « Vous prônez une politique migratoire stricte et juste mais ce sont uniquement ceux qui peuvent payer qui reçoivent un visa humanitaire, s'est emporté Wouter De Vriendt (Groen). Cela n'a rien d'équitable. C'est cynique. »

Jeudi soir, sur la télévision régionale ROB-tv, Theo Francken a crié à la cabale politique. « Je suis l'homme le plus populaire du pays, il est donc acquis que je dois tomber et je tomberai. Ils ont flairé l'odeur du sang », a-t-il

dit, dénonçant la volte-face de ses ex-partenaires CD&V et MR.

Bousculé, Theo Francken peut en tout cas remercier son parti d'avoir débranché la prise du gouvernement en décembre dernier. S'il était encore aux manettes, il n'aurait pas échappé à des appels à la démission. Sa nouvelle place dans l'opposition n'empêche toutefois pas que sa responsabilité politique puisse être engagée, précise Dave Sinardet : « C'est son cabinet, sous sa direction, qui a attribué les visas. Il est politiquement responsable de tout ce qu'il s'y passe. Surtout qu'il a beaucoup communiqué

Bousculé, Theo Francken peut remercier son parti d'avoir débranché la prise du gouvernement

sur cette question en insistant sur le fait que c'était sa compétence discrétionnaire, qu'il pouvait décider à qui on donne les visas. Il

refusait de répondre aux interpellations des députés sur les questions de transparence. Tout était décidé sans critères objectifs. Il a ouvert la porte à ces dérives. »

À cause de sa « nonchalance » et parce qu'il a visiblement accordé sa confiance à une personnalité douteuse, Theo Francken pourrait être sanctionné politiquement par l'électeur (il est tête de liste dans le Brabant flamand) en mai prochain.

La N-VA aussi. On a vu lors du scrutin communal qu'une partie significative de ses électeurs avait déjà décidé de retourner brouter l'herbe noire du Vlaams Belang, non convaincue par la gestion « trop communicationnelle » de Francken. Toute la séquence sur le pacte des migrations pourrait être éclipsée par le scandale des visas humanitaires.

L'autre danger pour la N-VA, c'est de voir son image de parti « de bonne gouvernance » écorchée. « Ses électeurs de centre droit pourraient se poser des questions sur le sérieux de quelqu'un comme Theo Francken et se dire qu'il se passe des choses très douteuses au sein de ce parti », glisse Dave Sinardet. La publication de

photos dans la presse de Melikan Kucam en compagnie de plusieurs témoins pourrait aussi lui coûter des voix. Mais la plus grave conséquence, au final, c'est peut-être pour la N-VA d'être désormais perçue par les électeurs comme un parti pas si différent des autres. ■

MAXIME BIERMÉ

HISTOIRE SIMILAIRE

D'autres concernés ?

Le scandale des visas humanitaires aurait-il pu éclater en octobre dernier ? On peut le penser, au vu des informations qui circulaient déjà à l'époque et qui font suspecter l'existence d'autres trafics similaires. La RTBF a ainsi révélé l'envoi d'une lettre, en octobre 2018, par

l'Association européenne syriaque à des responsables politiques, dans laquelle l'existence d'un réseau de trafiquants de visas humanitaires, ayant permis à des chrétiens syriens de s'envoler pour la Belgique en passant par le Liban, est explicitement dénoncée. Selon l'association, six personnes seraient impliquées dans le trafic, dont une au moins aurait un lien direct avec le

Parlement belge.

À la même époque, l'historien et spécialiste du Moyen-Orient, Pieter Van Ostaeven (KULeuven), révélait sur Twitter une histoire étrangement similaire : « Un ami arménien originaire de Syrie m'a dit que quelqu'un, au sein de l'Église arménienne de Belgique, prétendait pouvoir faire sortir des familles de Syrie. Pour environ cinq mille

euros... par personne. » L'historien relaie l'info, sans vraiment y croire. « Je voulais voir ce que cela susciterait, mais personne n'a réagi. » À la lumière de l'enquête en cours, il estime aujourd'hui probable que des trafics de visas humanitaires aient eu lieu au sein d'autres communautés chrétiennes issues du nord de la Syrie.

CLV.R.